

INTERNATIONAL • RUSSIE

Le bilan que Vladimir Poutine voulait cacher : 400 000 morts russes dans la guerre en Ukraine

Des hackeurs biélorusses et ukrainiens ont réussi à infiltrer les ordinateurs de Rosstat, l'agence russe des statistiques. Leurs chiffres, publiés par Bloomberg, prennent en compte les certificats de décès liés à l'« opération militaire spéciale ». Un bilan qui sous-estime l'ampleur réelle des pertes.

Par Benjamin Quénelle
Publié le 09 novembre 2026 à 18h05, modifié hier à 08h35 · Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Monument en hommage aux membres des forces armées russes impliqués dans la guerre contre l'Ukraine, à Koudrovo (Russie), le 12 septembre 2025. ANTON VAGANOV/REUTERS

Le Kremlin tenait ces chiffres pour secrets. Mais il a suffi que des hackeurs ciblent le site de Rosstat, l'agence russe des statistiques, pour connaître le nombre estimé de morts dans les combats en Ukraine. Depuis l'invasion du pays, en février 2022, près de 400 000 décès russes ont été enregistrés à cause de la guerre. Une donnée hautement confidentielle, révélée par Bloomberg.

L'agence cite les Cyberpartisans, un groupe d'opposition biélorusse, et le collectif de hackeurs pro-ukrainiens Silent Crow. Tous deux ont réussi à pénétrer dans la base de données de Rosstat, visiblement mal protégée. Ils ont analysé quelque 11 millions d'actes de décès. En croisant ces listes avec des informations sur l'âge et les lieux de résidence mais surtout de décès, ils ont pu calculer le nombre de morts au front.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Très exactement entre le 24 février 2022 et la fin août 2026, près de 392 700 certificats de décès figurant dans les registres de Rosstat associent explicitement les morts à la guerre. Il s'agit notamment de codes ou de messages textuels libres mentionnant l'*« opération militaire spéciale »*, la litote officielle en Russie pour désigner la guerre. Autres causes de mort signalées : des *« bombardements »* ou des *« drones »*. Il peut donc s'agir de personnes ayant péri lors des attaques ukrainiennes sur des cibles énergétiques et des entrepôts commerciaux en territoire russe ou pendant les affrontements à Koursk, la région frontalière temporairement occupée par l'armée

ukrainienne d'août 2024 au printemps 2025.

Mais l'essentiel du bilan de près de 400 000 morts vient bel et bien du front. Ce chiffre sous-estime vraisemblablement l'ampleur réelle des pertes. Les données de Rosstat, qui par ailleurs a progressivement cessé de publier de nombreuses statistiques depuis 2022, n'incluent, en effet, que les morts enregistrées. Elles ne prennent pas en compte les difficultés inhérentes à l'enregistrement des morts au combat : des soldats sont portés disparus ; des corps ne sont pas identifiés ; d'autres individus ont succombé plus tard à des blessures liées au conflit… Sans oublier les hommes exécutés pour avoir refusé de combattre, tenté de déserter ou refusé de payer un pot-de-vin aux officiers. Toutes ces causes ne peuvent pas être explicitement consignées dans les registres de Rosstat. Selon les calculs du collectif Silent Crow, le bilan total pourrait s'élever à quelque 450 000 morts.

Dans les faits, Moscou n'a communiqué aucun chiffre sur ses pertes humaines. Après les révélations des Cyberpartisans et de Silent Crow, qui ont réussi à infiltrer l'infrastructure interne de Rosstat pour accéder à quelque 25 000 ordinateurs et à extraire environ 23 téraoctets de données, le Kremlin n'a fait aucun commentaire.

« Haute trahison »

Ce n'est pas la première fois que des hackeurs profitent de failles de sécurité pour obtenir des informations sur l'état du front. En décembre 2025, *Echo*, média indépendant russe en exil, avait pénétré une plateforme numérique du commissaire aux droits humains russe, instance pourtant sous contrôle du Kremlin et du FSB (service fédéral de sécurité, successeur du KGB). Il avait pu consulter 9 476 lettres envoyées par des soldats et leurs familles. Elles racontaient une réalité loin de celle voulue par les autorités : un pays où la guerre est devenue la principale préoccupation de la population.

Lire aussi | « "Ne me tuez pas !", criait-il à son commandant » : dans leurs lettres, les soldats russes confrontent Vladimir Poutine aux réalités du front

Vladimir Poutine avait tout mis en œuvre pour éviter que l'ampleur des pertes russes en Ukraine soit rendue publique. Dès 2015, sept ans avant l'invasion mais un an après l'annexion de la Crimée, le président russe avait déjà signé un premier oukase classant « secret d'Etat » toute information sur les pertes militaires survenues *« en temps de paix, lors d'opérations spéciales »* ou en temps de guerre.

Depuis, les restrictions n'ont cessé de se renforcer. Dès mars 2022, la loi sur les « fake news » a prévu de lourdes peines de prison pour la publication de données militaires non approuvées par le ministère de la défense. L'arsenal judiciaire s'est désormais alourdi, menaçant de poursuites pour haute trahison ceux qui produiraient des informations bravant la censure militaire.

Seul chiffre lâché par quelques officiels en Russie et utilisé par les experts depuis un an : chaque mois, l'armée russe doit recruter entre 30 000 et 35 000 hommes afin de compenser ses pertes – morts et blessés – sur le front ukrainien sans avoir à décréter de mobilisation générale. Le bilan de quelque 400 000 décès publié par les Cyberpartisans et Silent Crow concorde avec les estimations issues d'un projet de suivi mené par le média indépendant russe *Mediazona* et le service russe de la BBC. A ce jour, ils ont recensé 285 881 décès, ce total n'incluant que les corps identifiés nominativement.

Benjamin Quénelle